SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 06 mai 2013

Présents : MM.	BOUCHAT, PIERARD, NGONGANG, GREGOIRE, Mme BURON, Mme PIHEYNS, DE MUL, HANIN, LESPAGNARD, FRERE, Mme DEMASY, Mme COURARD, Mme LESCRENIER, DALAIDENNE, DESERT, Mme BONJEAN-PAQUAY, Mme PONCIN-HAINAUX, Mme MAROT-LOISE, SALPETEUR, LEMPEREUR, MOLA, CHARPENTIER, Mme MBUZENAKAMWE, COLLIN, Mme CALLEGARO LECARTE,	Bourgmestre Echevins Pdt CPAS Conseillers Secrétaire
-----------------------	--	---

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et approuvé.

Séance publique

0. Visite de Monsieur TEMPLIER, Conservateur du Musée.

Monsieur Luc TEMPLIER, Conservateur du Musée des Francs et de la Famenne, informe le Conseil communal de sa décision de se retirer du poste de conservateur, pour raisons de santé.

Monsieur le Bourgmestre fait l'éloge de Monsieur TEMPLIER et rappelle les différents évènements culturels et réalisations initiés par Monsieur TEMPLIER au cours du mandat qui lui a été confié par l'asbl « Musée des Francs et de la Famenne ».

1. Finances - Compte 2012 - Présentation par Madame MATHIEU – Receveur. **Exposé de Mme Martine MATHIEU, Receveur communal**

LE CONSEIL, PAR 25 VOIX POUR ET 0 ABSTENTIONS, approuve aux montants ci-après le compte communal pour l'année 2012:

1. COMPTE BUDGETAIRE

Résultat budgétaire	ordinaire :	5.203.455,57 €
	Extraordinaire:	1.022.977,76 €
Résultat comptable	ordinaire :	5.477.881,15 €
	Extraordinaire :	9.880.410,16 €

2. COMPTE DE RESULTAT

Boni d'exploitation :	1.712.705,63 €
Mali exceptionnel :	2.445.905,59 €
Mali de l'exercice :	733.199,96 €

3. BILAN

ACTIF	109.744.989,00 €
PASSIF	109.744.989,00 €

2. Finances - ASBL MUBAFA - Concert de musique baroque Marche-Hotton-Rendeux - Attribution d'un subside.

LE CONSEIL,

Vu les articles L3331-1 à 9 du code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement le § 2, ayant trait à l'intérêt général;

Vu la délibération du 4 mars 2013, décidant de l'exonération de contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la demande d'aide faite à la Ville de Marche en Famenne, par l'ASBL Musique Baroque en Famenne Ardenne (MUBAFA) , et particulièrement pour le spectacle qui se donnera le vendredi 11 octobre à la Maison de la culture famenne – ardenne (MCFA) ;

Vu les buts de l'ASBL, de soutenir les jeunes musiciens issus, entre autre, de nos académies et conservatoires, de faire découvrir la musique baroque à un large public de la région et de fédérer, autour de ce projet, différents acteurs socioculturels de la région ;

Attendu que ces actions requièrent des moyens financiers ;

DECIDE A L'UNANIMITE

D'octroyer un subside exceptionnel de 3.000 € à l'ASBL MUBAFA pour participation aux frais d'organisation du week-end de musique baroque à Marche – Hotton – Rendeux.

La dépense sera prévue à l'article 763/33202 au budget 2013.

3. Finances - Fabriques d'églises - Compte 2012 – Approbation

Monsieur PIERARD quitte la séance

a) Fabrique de ROY

LE CONSEIL, PAR 19 VOIX POUR et 6 ABSENTIONS , approuve le compte 2012 de la fabrique d'église de **ROY** libellé comme suit :

Dépenses arrêtées par l'Evêque		1766,42
Soumises à l'approbation de l'Evêque		
Et de la Députation Permanente	- ordinaires :	3049,91
	- extraordinaires :	
Total général des dépenses :		4816,33
Balance :	- recettes :	7103,06
	- dépenses :	
	- excédent positif :	2286,73

b) Fabrique de MARCHE

LE CONSEIL, PAR 19 VOIX POUR et 6 ABSENTIONS, approuve le compte 2012 de la fabrique d'église de **MARCHE** libellé comme suit :

Dépenses arrêtées par l'Evêque		8915,63
Soumises à l'approbation de		
l'Evêque		
Et de la Députation Permanente	- ordinaires :	29665,04

Total général des dépenses :	- extraordinaires :	4844,04
		43.424,71
Balance :	- recettes :	45.478,55
	- dépenses :	43.424,71
	- excédent positif :	2053,84

c) Fabrique de HUMAIN

LE CONSEIL, PAR 19 VOIX POUR et 6 ABSENTIONS, approuve le compte 2012 de la fabrique d'église de **HUMAIN** libellé comme suit :

Dépenses arrêtées par l'Evêque		2154,03
Soumises à l'approbation de l'Evêque		
Et de la Députation Permanente	- ordinaires :	1604,05
	- extraordinaires :	
Total général des dépenses :		3758,08
Balance :	- recettes :	6619,05
	- dépenses :	3758,08
	- excédent positif :	2860,97

Monsieur PIERARD rentre en séance

4. Taxes - Règlement taxe sur les secondes résidences - Remarques de la Tutelle et modifications.

LE CONSEIL, statuant en séance publique,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment les articles L 1122 – 30 ;

Vu le décret du 16 juin 1981 du Conseil de la Communauté française ;

Vu les dispositions légales réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de taxes communales ;

Vu la circulaire budgétaire pour l'année 2013 du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville du 19 octobre 2012 ;

Vu le règlement général relatif à la procédure de recouvrement des taxes ;

Considérant que la commune établit la présente taxe afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Vu les finances communales;

Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré ;

ARRETE A L'UNANIMITE

Article 1

Il est établi au profit de la Commune pour l'exercice 2013, une taxe annuelle sur les secondes résidences, qu'elles soient ou non inscrites à la matrice cadastrale.

Est visé tout logement existant au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition, dont la personne pouvant l'occuper à cette date n'est pas, à la même date, inscrite, pour ce logement, au registre de la population ou au registre des étrangers à titre de résidence principale.

Ne sont pas considérés comme secondes résidences :

- les locaux affectés exclusivement à l'exercice d'une activité professionnelle ;
- les tentes, caravanes mobiles et remorques d'habitation ;
- les établissements d'hébergement touristique de terroir tels que définis par le décret du 18 décembre 2003 sur les établissements d'hébergement touristique visé et tombant sous l'application du règlement relatif à la taxe de séjour.

Article 2

Le montant de la taxe est fixé à 640€ par an et par seconde résidence hors camping et à 175,00€ par an pour les caravanes résidentielles établies dans un camping.

Dans le cas où une même situation peut donner lieu, pour le même exercice, à l'application à la fois du présent règlement et de celui qui établit une taxe de séjour, seul le présent règlement est d'application.

Article 3

La taxe est due par la personne physique ou morale qui, au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition, dispose de la seconde résidence que ce soit en qualité de propriétaire, de locataire, de bénéficiaire d'une permission d'usage ou à tout autre titre. La qualité de la seconde résidence s'apprécie à la même date.

En cas d'indivision, la taxe est due solidairement par tous les copropriétaires.

En cas de démembrement du droit de propriété suite au transfert entre vifs ou pour cause de mort, la taxe sera due solidairement par l'usufruitier et les nus-propriétaires.

Article 4

La taxe est recouvrée par voie de rôle.

Article 5

L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard le 31 mars de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

En cas d'enrôlement d'office, la taxe qui est due est majorée d'un montant égal au double de celle-ci.

Article 6

La présente décision sera applicable le 5^{ème} jour qui suit le jour de leur publication par la voie de l'affichage conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

5. PCS et Plan HP - Rapport d'activités 2012 et état des lieux - Présentation par Monsieur DE MUL.

Comme souhaité lors de la dernière séance du Conseil communal, Monsieur Stéphan DE MUL présente et commente les différents axes du rapports d'activité 2012 du Plan de Cohésion sociale et du Plan Habitat Permanent.

6. SRI - Principe du remplacement du tracteur-tondeuse du SRI.
LE CONSEIL,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la Loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la Loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'Administration ;

Vu la Loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, §2, 1^oa) ;

Vu l'Arrêté royal du 08 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier général des charges annexé à l'Arrêté royal du 26 septembre 1996 précité et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier spécial des charges établi par le Service Incendie, relatif au marché d'achat d'un tracteur-tondeuse ;

Considérant que le Service Régional d'Incendie demande l'achat d'un tracteur-tondeuse pour renouveler le matériel en place ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 8000 € hors TVA ;

Considérant que le crédit nécessaire est disponible à l'article 35103/744.51 du budget extraordinaire 2013 ;

DECIDE A L'UNANIMITE

De lancer un marché public de fournitures pour l'acquisition d'un tracteur-tondeuse pour le Service d'Incendie.

De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation.

De charger le Collège communal d'exécuter le marché, suivant le cahier spécial des charges établi par le Service d'Incendie.

Le montant estimé de ce marché est de 8000 € hors TVA.

Un crédit de 100.000 € est disponible à l'article 35103/744.51 du budget extraordinaire 2013.

7. Aînés - Conseil consultatif des Aînés - Modification des statuts.
LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil Communal du 05 novembre 2001 décidant la création d'une commission de la personne âgée ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 1er juillet 2002, approuvant les statuts de la commission de la personne âgée ;

Vu l'article L1122-35 du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu la circulaire du 23 juin 2006 du Ministre Courard ;

Vu la délibération du 07 juillet 2008 du Conseil Communal fixant la révision des statuts ;

Vu la délibération du 05 septembre 2011 du Conseil Communal fixant la modification de composition du Conseil Consultatif des Aînés ;

Vu la délibération du 04 juin 2012 du Conseil Communal fixant la désignation de remplacement de mandataires ;

Vu la circulaire du 02 octobre 2012 du Ministre Furlan ;

Attendu que suite au renouvellement du Conseil Communal en date du 03 décembre 2012 et conformément à la circulaire ministérielle précitée du 02 octobre 2012 et la délibération du Conseil Communal du 08 avril 2013 désignant les représentants de la Ville il y a lieu de revoir les précédents statuts approuvés par la délibération du 07 juillet 2008 précitée et de revoir la composition du Conseil Consultatif des Aînés ;

Sur proposition du Collège Communal ;

DECIDE A L'UNANIMITE

D'approuver la proposition de statuts comme suit :

Article 1er – dénomination :

L'article 1122-35 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation consacre l'appellation « conseil consultatif ». Il convient d'adopter cette dénomination pour qualifier l'organe représentatif des aînés, ceci dans un souci de cohérence et de visibilité de la démarche. Le Conseil Consultatif des Aînés est dénommé « CCA ». Il a son siège à l'hôtel de Ville de Marche, Boulevard du Midi, 22, 6900 Marche-en-Famenne.

Article 2 – objet :

Le CCA répond à plusieurs objectifs servant l'intérêt général :

- intégrer les besoins des aînés dans les politiques menées par les pouvoirs locaux ;
- assurer le maintien des aînés en tant que citoyens à part entière, actifs dans les différents domaines de la vie sociale, avec les autres mais à leur façon, selon leurs aspirations et moyens ;
- renforcer ou instaurer des mécanismes réguliers de concertation et de dialogue permettant aux aînés, par le biais de leurs organisations représentatives, de contribuer à la planification, à la mise en oeuvre, au suivi, à l'évaluation de chaque action du champ politique et social visant l'égalité et l'inclusion.

Article 3 – mandat :

Le CCA a pour mission première de débattre des enjeux communaux afin de fournir aux autorités communales des recommandations pour développer des politiques qui tiennent

compte des besoins des aînés. A travers leur représentation au CCA, les aînés peuvent donc faire partager leur « expertise du quotidien » et formuler des avis sur des questions d'intérêt communal. Le Collège auquel l'avis est adressé fait part des suites qu'il compte y donner. Toutefois, ceci n'exclut pas la possibilité pour le CCA d'organiser des sessions ayant pour thèmes d'autres matières que celles réglées à ce niveau (par exemple, la santé ou les pensions).

Le CCA a pour mandat de faire connaître, comprendre et prendre en compte les préoccupations, aspirations et droits des aînés résidant sur le territoire de la commune, en vue d'améliorer leur qualité de vie et d'assurer une meilleure harmonie sociale. Ainsi, les discussions du CCA portent sur des matières d'intérêt communal telles que la sécurité, la mobilité, le logement, etc.

Le CCA peut être chargé de diverses responsabilités :

- favoriser la prise de conscience des aînés au rôle qui leur revient dans la commune en suscitant chaque fois que possible leur participation (PARTICIPATION) ;
- leur fournir des occasions d'exprimer leurs opinions et préoccupations (EXPRESSION-TRIBUNE) ;
- consulter la population concernée ainsi que les divers groupes et organismes afin de déterminer quelles sont les questions d'actualité et faire part de celles-ci au Conseil Communal et à l'administration communale (CONSULTATION) ;
- faire connaître les désirs, aspirations et droits des aînés, et les informer sur les activités, initiatives et services qui les concernent plus particulièrement (INFORMATION) ;
- guider le Conseil Communal sur les questions relatives aux politiques pratiques et programmes de la commune qui ont une incidence sur la vie des aînés, tant au plan moral que matériel, notamment celles qui tendent à l'intégration effective des aînés (CONSEIL/INTEGRATION) ;
- offrir aux aînés l'occasion de se rencontrer dans un esprit convivial et constructif (RENCONTRE) ;
- veiller à ce que des relations s'établissent entre personnes de générations différentes de manière à construire entre elles un dialogue permanent (DIALOGUE INTERGENERATIONNEL) ;
- sensibiliser la population de la commune et le secteur public aux questions qui ont une incidence sur la vie des aînés (SENSIBILISATION) ;
- suggérer, favoriser, et appuyer toute initiative qui contribue à la promotion et à la défense du bien-être moral, social, économique et culturel des aînés (PROMOTION/DEFENSE) ;
- coordonner la diffusion, auprès des aînés et du public en général, des renseignements sur les décisions du CCA et de la commune qui les concernent (COMMUNICATION) ;
- assurer un rôle fédérateur entre les activités, les initiatives et associations qui ont pour objet de répondre aux attentes spécifiques des aînés et éventuellement initier des activités et projets innovants (CENTRALISATION-ACTION) ;
- évaluer l'efficacité des politiques et pratiques de la commune qui concernent particulièrement les aînés (EVALUATION) ;

Ces responsabilités sont précisées dans le règlement d'ordre intérieur et font l'objet d'une évaluation au terme du mandat du CCA.

Article 4 – constitution :

Pour un CCA, on entend par aîné la personne de cinquante-cinq ans au moins.

Le CCA se compose en moyenne de 10 à 15 aîné(e)s siégeant, en qualité de membre effectif ou suppléant, à titre personnel et/ou représentant l'éventail de leurs associations représentatives (ou délégués des groupements intéressés) actives sur le territoire de la

commune suivant une répartition équilibrée. La taille du CCA doit être adéquate afin de garantir le bon déroulement des travaux.

Conformément à l'article L1122-35 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Conseil Communal fixe la composition du CCA en fonction de ses missions.

Les deux tiers au maximum des membres du CCA sont du même sexe. Si cette condition n'est pas respectée, les avis du CCA ne sont pas valablement émis. Le Conseil Communal peut, sur requête motivée du CCA (pour des raisons fonctionnelles ou qui tiennent à la nature spécifique du CCA), accorder des dérogations lorsqu'il est impossible de satisfaire à la condition énoncée ci-dessus. Dans ce cas, le Conseil Communal fixe les conditions que cette requête doit remplir et en arrête la procédure. Si aucune dérogation n'est accordée, le CCA a trois mois pour satisfaire à cette condition. S'il n'y satisfait pas à l'expiration de ce délai, le CCA ne peut plus émettre d'avis valable à partir de cette date. Le CCA est renouvelé après l'installation du nouveau Conseil Communal, ceci afin d'assurer la continuité de l'activité.

Le Collège Communal propose au Conseil Communal une liste de candidats et, le cas échéant, motive ses choix. Le Conseil Communal désigne les membres effectifs et les membres suppléants. Pour assurer la continuité des travaux, le membre suppléant remplace le membre effectif en cas d'absence de longue durée. Il remplace directement, sans passage devant le Conseil Communal, le membre effectif démissionnaire.

En outre, les personnes suivantes siègent au CCA à titre de personnes-ressources, d'agent de liaison ou de conseiller :

- un(e) représentant(e) de l'administration communale (sans voix délibérative) ;
- des personnes-ressources, sans voix délibérative, des services suivants seront également invitées à assister aux réunions du CCA au besoin : administration, services d'aide aux familles actifs sur le territoire de la commune, institutions d'hébergement pour personnes âgées, institutions de soins, services de transport, services et travaux publics, ou tout autre service communal ou intercommunal que le CCA jugerait pertinent de solliciter.

Le processus de sélection des membres du CCA doit être conforme à la politique de nomination qui a été approuvée.

Article 5 – fonctionnement :

Le CCA nouvellement installé adopte un règlement d'ordre intérieur. Le CCA se réunit quatre fois par an au moins. Il peut constituer des commissions thématiques et y inviter des experts. Le CCA informe régulièrement le Conseil Communal de ses travaux et produit un rapport d'évaluation à la fin de la législature communale. Le CCA peut établir des rapports d'activités annuels et les communiquer au Conseil Communal.

Article 6 – les relations avec les autorités communales :

Le président du CCA assure la liaison avec les autorités communales. Le Conseil Communal précise, s'il le souhaite, les cas dans lesquels la consultation du CCA est obligatoire. Le Collège communal désigne un agent de liaison au sein de l'administration chargé des relations avec le CCA. Le CCA relève d'un membre du Collège Communal et doit rendre des comptes au Conseil Communal par l'entremise de son président. Le Conseil Communal met à la disposition du CCA les moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Le Collège Communal conclut un contrat d'assurance indemnisant les membres et experts du CCA pour les dommages corporels occasionnés par un accident survenu durant une réunion dudit conseil ou sur le chemin pour s'y rendre et en revenir, dans le cadre de la mission de ce conseil.

Article 7 – composition :

Le CCA se compose des membres effectifs suivants :

Dix à quinze représentants des aînés ou de la vie associative (avec voix délibérative) :

- Monsieur Hubert BARNICH (Président de l'ASBL « Wallonia »)
- Monsieur Georges LOUVIAUX (Secrétaire intersectoriel des Pensionnés et Prépensionnés FGTB/CGSP de la Province de Luxembourg)
- Monsieur Louis THOMAS (Secrétaire des Pensionnés et Prépensionnés Socialistes de la Province de Luxembourg)
- Monsieur Bernard GOFFINET (Président de l'ASBL « A Mon Nos Autes »)
- Madame Bernadette ANDRE (Membre représentant les Pensionné(e)s, Prépensionné(e)s, Chômeurs et Chômeuses Agé(e)s)
- Madame Marie-Thérèse BURY (Présidente de l'ASBL « L'amicale des Aînés de Marloie »)
- Madame Clairette BARRIER (Membre représentant l'ASBL « Solidarité en Marche »)
- Monsieur Jean-Marie DOUCET (Président de l'ASBL « Les Aînés en Marche »)
- Monsieur Carl WILLEM (Président d'Enéo - Enéo Sports du secteur de Marche-en-Famenne)
- Madame Martine DEHAES (Coordinatrice de la « Maison des Aînés »)
- Madame Christine DURUISSEAU (Présidente du « Club des 3x20 » de On)
- Madame FEROU MONT

Des membres désignés par le Conseil Communal pour servir d'agents de liaison (sans voix délibérative) :

- Madame Lydie HAINAUX (membre représentant le groupe CDH)
- Madame Isabelle BURON (membre représentant le groupe CDH)
- Madame Valérie LESCRENIER (membre représentant le groupe CDH)
- Monsieur Louis THOMAS (membre représentant le groupe PS)
- Monsieur Philippe SCHREDER (membre représentant le groupe AZUR)

Un représentant de l'administration communale (sans voix délibérative) :

- Monsieur Cédric BODSON

8. Pays de Famenne - Création d'un réseau de voies lentes - Travaux complémentaires - Approbation du projet et cahier spécial des charges. **LE CONSEIL,**

Vu l'article L1122-30 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu ses délibérations des 4 octobre 2010 et 8 novembre 2010 approuvant les conventions à intervenir avec l'ASBL Pays de Famenne pour la mise en œuvre d'un réseau de voies sur l'ensemble des territoires concernés par l'ASBL ;

Attendu que l'ASBL « Pays de Famenne » est une ASBL de droit privée regroupant les 6 Bourgmestres des communes de Rochefort, Marche, Nassogne, Hotton, Durbuy et Somme-Leuze ;

Attendu que cette ASBL a reçu une promesse de subside européen pour réaliser un maillage des voies vertes sur l'ensemble du territoire concerné d'un montant de 969.520,37 € ;

Attendu qu'un premier marché visant la création du réseau de voies lentes a été mis en œuvre et qu'à l'issue de celui-ci, il apparaît que les montants facturés n'atteignent pas les montants prévus dans le projet initial ;

Attendu que pour pouvoir prétendre à la totalité de l'enveloppe de subsides promise, il y a lieu de réaliser des travaux complémentaires ;

Attendu que pour Marche-en-Famenne, ces travaux consisteront à aménager partiellement la vieille route de Liège afin de créer une liaison entre Marche-en-Famenne et Somme-Leuze ;

Attendu que l'estimation du coût de ces travaux s'élève à 33.376,88 euros TVAC à répartir entre les deux communes au prorata des travaux réalisés sur chacune de celles-ci ;

Attendu que ces travaux supplémentaires n'impliqueront pas de dépenses supplémentaires par rapport aux montants prévus dans les conventions du 4 octobre 2010 et du 6 novembre 2010 signées entre l'ASBL Pays de Famenne et la Ville de Marche-en-Famenne ;

Vu le cahier spécial des charges et le métré estimatif relatifs à la partie des travaux à réaliser sur le territoire de la commune de Marche-en-Famenne s'élevant à 33.376,88 euros TVAC;

Vu l'avis de marché ;

DECIDE A L'UNANIMITE

- d'approuver l'avis de marché, le cahier spécial des charges et le métré estimatif relatifs à la partie des travaux complémentaires à réaliser dans le cadre de la création d'un réseau de voies lentes sur le territoire de la commune de Marche-en-Famenne pour un montant estimé à 33.376,88 euros TVAC.
- La part communale sera payée selon les modalités prévues par la convention approuvée par le Conseil communal le 8 novembre 2010.

9. Aménagement du territoire - Placement d'éoliennes domestiques sur le territoire communal - Règlement. **LE CONSEIL,**

Vu les articles L1122-30 et L1122-32 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu l'article 107 §1, alinéa 2, d du CWATUP qui permet au Collège communal de délivrer le permis d'urbanisme sans avis préalable du Fonctionnaire délégué pour « placer un ou plusieurs modules de production d'électricité ou de chaleur qui alimente directement toute construction, installation ou tout bâtiment situé sur le même bien immobilier dont la source d'énergie est renouvelable » ;

Considérant dès lors le danger de voir les paysages ruraux et urbains détruits et anéantis ;

Considérant que ce genre de dispositif ne peut être implanté n'importe où dans n'importe quelle circonstance et moyennant certaines conditions ;

Considérant la présence sur le territoire communal de paysages de grande qualité et de constructions ou ensemble de constructions reprises au Patrimoine architectural et Territoires de Wallonie –Hotton, Marche-en-Famenne et Nassogne ;

Vu le centre ancien protégé de Marche ville ;

Vu la Convention Européenne du paysage adoptée à Florence en 2000 et ratifiée par la Région wallonne en 2001 ;

Attendu qu'elle vise à protéger, aménager et gérer les paysages européens ;

Considérant que la présence d'éoliennes domestiques peut, si elles sont mal implantées ou en trop grand nombre, anéantir les paysages et causer de graves préjudices aux riverains et dans le voisinage, principalement au niveau sonore;

Considérant qu'il y a urgence au vu du développement de cette technologie ;

Considérant qu'un tel dispositif ne peut être vu depuis le domaine public et prendre une importance considérable dans le paysage qu'il soit bâti ou non, urbain ou rural;

Considérant que tout devra être mis en œuvre afin que cette installation s'intègre parfaitement aux paysages dans lequel il devra être installé ;

Considérant qu'il devra être intégré dans le paysage au minimum à l'aide de massifs d'arbres et arbustes d'essence régionales ;

Considérant que la structure du dispositif devra être sobre et peinte dans la gamme des gris anthracites ;

Vu l'avis de la CCATM du 19 mars 2013 rendu dans le cadre du dossier Louviaux ;

Considérant que la Commune doit tout mettre en œuvre pour favoriser le développement des capteurs solaires suiveurs dans le respect des paysages et du voisinage ;

Considérant, cependant, que le placement d'une éolienne domestique ne pourra être accepté que si sa rentabilité est démontrée ;

DECIDE A L'UNANIMITE

Les éoliennes domestiques à implanter sur le territoire communal de Marche-en-Famenne devront être situés l'arrière du volume principal existant et ne sera pas visible du domaine public.

Le dispositif sera intégré au paysage à l'aide de massifs composés d'arbres ou arbustes d'essences régionales faisant écran entre ce dernier et le domaine public dans la mesure du possible.

Les éoliennes domestiques, placées dans le champ de vue d'un monument classé ou d'un immeuble repris au Patrimoine architectural et Territoires de Wallonie –Hotton, Marche-en-Famenne et Nassogne, devront faire l'objet d'un avis favorable de la Commission Royale des Monuments, Sites et Fouilles en amont, avant le dépôt du dossier de demande de permis d'urbanisme via Monsieur le Fonctionnaire délégué conformément au CWATUP.

Le dossier de demande de permis d'urbanisme devra comporter en outre :

1. une étude de bruit réalisée dans le voisinage, de jour et de nuit, prenant en compte les différentes directions du vent et les normes en matière de bruit de la Région wallonne en vigueur au moment de la demande.
2. une étude de rentabilité de l'éolienne dans son contexte bâti ou non bâti.
3. une étude d'intégration paysagère (dans le contexte, avec reportage photographique) avec des vues rapprochées et des vues éloignées de l'installation.

4. une attestation prouvant la consommation annuelle du ménage en électricité et une estimation de la production attendue via l'éolienne. Cette production devra être inférieure ou égale à 10 Kw crête sinon le demandeur sera considéré comme producteur d'électricité en raison de l'injection dans le réseau. Le permis d'urbanisme devra dans ce cas être introduit auprès du Fonctionnaire délégué (art 127 du CWATUPE).
5. l'installation sera placée à une distance minimum équivalente au double de la hauteur totale de l'éolienne par rapport aux propriétés voisines. Cette distance sera de minimum 20 mètres.

10. Marchés publics - Travaux d'équipement de la salle de spectacles - Principe.
LE CONSEIL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 67.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le marché ayant pour objet "Travaux d'équipement de la salle de spectacles" doit être attribué ;

Considérant que le montant initial estimé du marché "Travaux d'équipement de la salle de spectacles" s'élève approximativement à 75.000,00 € TVAC, et que cette première estimation devra être affinée dans le cahier spécial des charges ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 76408/724-60 (n° de projet 20130035) ;

Attendu que des travaux de rénovation de la salle de spectacles ont été réalisés en 2012 consistant dans le remplacement du plancher et des sièges ;

Attendu que d'autres petits travaux d'équipement, notamment le remplacement des pendrillons et rideaux de scène doivent être réalisés afin que la rénovation de la salle soit complète ;

Vu le cahier spécial de charges préparé par le Service technique communal ;

DECIDE A L'UNANIMITE

- De donner l'approbation de principe pour la passation du marché "Travaux d'équipement de la salle de spectacles" pour un montant indicatif estimé à 75.000,00 € TVAC.

- D'approuver le cahier spécial des charges élaboré par le Service technique communal.
- Le marché sera passé par procédure négociée sans publicité
- De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 76408/724-60 (n° de projet 20130035).

**11. Mobilité - Plan intercommunal de mobilité - Diagnostic et objectifs - Validation.
LE CONSEIL,**

Vu l'article 1122-30 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu le décret du 1er avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité locales ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 relatif au financement de l'élaboration de plans communaux de mobilité et de la mise en œuvre de plans communaux de mobilité et de plans de déplacements scolaires ;

Vu le courrier de l'ASBL Pays de Famenne du 14 avril 2011 annonçant au Collège communal que Monsieur le Ministre HENRY avait marqué accord le 14 février 2011 sur la réalisation d'un plan intercommunal de mobilité sur le territoire des six communes du Pays de Famenne ;

Vu la délibération du Conseil communal du 6 juin 2011 approuvant la participation de la Commune de Marche-en-Famenne au projet de plan intercommunal de mobilité du Pays de Famenne ;

Attendu que les bureaux AGORA et Espaces Mobilités ont été désignés par le SPW – DGO2 en tant qu'auteur de projet pour cette étude ;

Vu le rapport de diagnostic et le rapport de phase II – Objectifs rédigés par ces bureaux d'études ;

DECIDE A L'UNANIMITE

De marquer son accord le rapport de diagnostic et le rapport de phase II – Objectifs rédigés par les Bureaux AGORA et Espaces Mobilités dans le cadre de l'étude d'un plan intercommunal de mobilité sur le territoire des communes du Pays de Famenne et des communes de Rendeux et Erezée.

De charger le Collège communal du suivi du dossier.

**12. Patrimoine - Ecole communale de Hollogne - Extension - Construction.
LE CONSEIL,**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, fournitures et services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 15;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, fournitures et services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3 §1;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Vu la décision du Conseil communal du 02 mai 2011 décidant de solliciter des subsides auprès du « Programme Prioritaire de Travaux » (P.P.T.) de la Communauté française;

Vu le dossier projet rédigé par M. Philippe LECOQ, architecte, auteur de projet, comprenant le cahier spécial des charges, les plans et l'estimation au montant de 246.973,88 euros HTVA, ou 298.838,39 euros TVAC;

Vu les clauses de coordination-sécurité;

Sur proposition du Collège communal;

DECIDE A L'UNANIMITE

- D'approuver le dossier projet susmentionné (cahier spécial des charges, plans et l'estimation) rédigé par M. Philippe LECOQ, architecte, auteur de projet, au montant de 246.973,88 euros HTVA, ou 298.838,39 euros TVAC.

- Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics.

- D'approuver les clauses de coordination-sécurité.

- De choisir l'adjudication publique comme mode de passation de marché.

- De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

- De solliciter les subsides à charge du Programme Prioritaire de Travaux (P.P.T.) et les subsides complémentaires éventuels à charge du Fonds des Bâtiments Scolaires de l'Enseignement Officiel Subventionné (FBSEOS).

- Que la dépense sera imputée à l'article 72204/72360 du budget extraordinaire – année 2013.

13. Patrimoine - Gestion de logements communaux par la SCRL "La Famennoise" - Approbation de la convention.

LE CONSEIL,

Vu l'article L1122-30 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation relatif aux attributions du Conseil communal ;

Attendu que la Ville est propriétaire de différents logements situés Rempart des Jésuites, rues Chantraine, Dupont, des Fours 9, Saint Laurent, des Tanneurs, à Marche, rue Grande à Aye, rue des Tilleuls à Marloie et place Capitaine Mostenne à On;

Attendu que la gestion de ces logements est assurée par la SCRL « LA FAMENNOISE », société de logement de service public, rue de l'Himage 81 à 6900

Marloie;

Attendu que la Ville de Marche a fait construire un ensemble de 13 appartements sis Ilot Christian Dourt à Marche;

Attendu que dans un souci de cohérence, il y a lieu de confier la gestion de ces appartements à la SCRL « LA FAMENNOISE » ;

Vu le projet de convention de gestion de logements et son annexe, relatifs à la gestion et l'administration des logements susmentionnés, pour une période de 9 ans prenant cours le 1^{er} juillet 2013;

Attendu que les frais de gestion à charge du mandant sont fixés à 15 % hors TVA du montant des loyers perçus;

Sur proposition du Collège communal ;

DECIDE A L'UNANIMITE

- De confier la gestion des appartements, récemment construits par la Ville, sis Ilot Christian Dourt à Marche, à la SCRL « LA FAMENNOISE », société de logement de service public, rue de l'Image 81 à 6900 Marloie.
- D'approuver le projet de convention de gestion de logements et son annexe pour une durée de 9 ans, prenant cours le 1^{er} juillet 2013.
- Que les frais de gestion résultant du présent mandat sont fixés à 15% hors TVA du montant des loyers perçus.
- Que la dépense sera imputée sur l'article 124123/02 du budget ordinaire.

14. Travaux - Fourniture d'une épandeuse de sel tractée - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. **LE CONSEIL,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1^o a (montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 67.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier spécial des charges N° ST-01 relatif au marché "fourniture d'une épandeuse de sel tractée" établi par le Service Travaux ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 30.000,00 € hors TVA ou 36.300,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget 2013, article extraordinaire 42140/74398 ;

DECIDE A L'UNANIMITE

- D'approuver le cahier spécial des charges N° ST-01 et le montant estimé du marché "fourniture d'une épandeuse de sel tractée", établis par le Service Travaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 30.000,00 € hors TVA ou 36.300,00 €, 21% TVA comprise.

- De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

- De consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée :
 - Etablissements G.D.A. sa, Rue de la Paix 3 à 4671 Barchon.
 - ITM SUD SPRL, Rue Guillaume Fouquet 34 à 5032 Isnes.
 - Vandaele Machinery nv, Stationsstraat 128 à 8780 Oostrozebeke.
 - Aebi Schmidt Nederland B.V. Buiv, Boomsesteenweg 74 à 2630 Aartselaar.

- De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget 2013, article extraordinaire 42140/74398.

15. Mandataires - AIVE - Comité de gestion des déchets du site de Tenneville - Désignation - Modification. LE CONSEIL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et ses modifications ultérieures et plus particulièrement les articles 1122-30 et 1122-34, paragraphe 2 ;

Vu la participation de la Ville de Marche-en-Famenne à l'intercommunale IDELUX – Secteur Valorisation et Propreté ;

Attendu qu'il y a lieu de représenter la Ville de Marche-en-Famenne au sein du Comité d'accompagnement du site de gestion des déchets de Tenneville, lié à ce secteur de l'intercommunale ;

Vu la remarque de l'intercommunale IDELUX, suite au Conseil communal du 08 avril 2013, précisant qu'il y a lieu de désigner 2 Conseillers communaux et non pas un représentant de chaque parti ;

Vu le renouvellement intégral du Conseil communal en date du 03 décembre 2012 ;

DECIDE A L'UNANIMITE

De désigner en qualité de représentants de la Ville de Marche-en-Famenne au sein du Comité d'accompagnement du site de gestion des déchets de Tenneville :

- **Madame Mieke PIHEYNS (CDH)**
- **Monsieur Stéphane DE MUL (PS)**

16. Mandataires - INTERLUX - Désignation d'un administrateur.

LE CONSEIL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la Ville de Marche-en-Famenne est affiliée à l'Intercommunale INTERLUX ;

Vu l'article 12 des statuts d'INTERLUX qui prévoit que « l'intercommunale est administrée par un Conseil d'administration dont les membres sont nommés par l'Assemblée Générale parmi les candidats présentés par les associés » ;

Vu qu'il est donc impératif que la candidature de Monsieur SALPETEUR soit présentée à INTERLUX par l'associé dans le Conseil communal duquel il siège, en l'occurrence la commune de Marche ;

Vu le courrier d'INTERLUX du 18 avril 2013 informant la Ville que le Président du PS luxembourgeois agréait la candidature de Monsieur Gaëtan SALPETEUR en tant qu'administrateur au sein du Conseil d'administration d'INTERLUX ;

Vu les articles L1122-34 §2 et L1523-15 §3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

DECIDE A L'UNANIMITE

De présenter la candidature de Monsieur Gaëtan SALPETEUR, Conseiller communal, demeurant rue des Montenées, 18 à 6900 Marche-en-Famenne au titre d'administrateur de l'intercommunale INTERLUX.

Copie de la présente délibération sera transmise à l'intercommunale INTERLUX.

17. Mandataires - SWDE - Désignation d'un représentant.

LE CONSEIL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et ses modifications ultérieures notamment les articles 1122-30 et 1122-34§2 ;

Attendu qu'il s'indique que la Ville de Marche-en-Famenne soit représentée au sein de la SWDE et au sein du conseil d'exploitation de la succursale dont la Ville dépend, à savoir la succursale Lesse-Ourthe-Semois ;

Vu le courrier du 25 avril 2013 de la SWDE demandant qu'un représentant du Conseil représentant le CDH soit désigné ;

Vu le renouvellement intégral du Conseil communal en date du 03 décembre 2012 ;

DECIDE A L'UNANIMITE

De désigner en qualité de représentant de la Ville au sein de la **SWDE et au sein du conseil d'exploitation de la succursale Lesse-Ourthe-Semois** :

- **Monsieur Jean-François PIERARD, Echevin des Travaux et du Patrimoine**

18. Police - Communication d'ordonnances.

LE CONSEIL, A L'UNANIMITE, ratifie les ordonnances de police suivantes :

- Royal Syndicat d'Initiative – Brocante Pascal le 1er avril – Interdictions de stationnement diverses.
- Club Athlétisme Famennoise – Accueil de la Ligue Royale d'Athlétisme le 06 avril 2013 – Rue des Brasseurs placée en sens unique.
- ASBL « Fonds des Vaulx » - 14 avril 2013 – Circulation interdite le 14/04/2013 de 12h00 à 18h00 rue du Fond des Vaulx.
- Ecole de Humain – Jogging le 20 avril 2013 – Circulation interdite dans la rue des Ruelles entre 16h00 et 20h00.

18bis. Point supplémentaire

LE CONSEIL, A L'UNANIMITE, décide d'inscrire le point supplémentaire suivant :

Mandataires – INTERLUX – Désignation d'un administrateur

LE CONSEIL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la Ville de Marche-en-Famenne est affiliée à l'Intercommunale INTERLUX ;

Vu l'article 12 des statuts d'INTERLUX qui prévoit que « l'intercommunale est administrée par un Conseil d'administration dont les membres sont nommés par l'Assemblée Générale parmi les candidats présentés par les associés » ;

Vu le courrier d'INTERLUX du 02 mai 2013 informant la Ville que le Président du CDH luxembourgeois agréait la candidature de Monsieur Samuel DALAIDENNE en tant qu'administrateur au sein du Conseil d'administration d'INTERLUX ;

Vu qu'il est donc impératif que la candidature de Monsieur Samuel DALAIDENNE soit présentée à INTERLUX par l'associé dans le Conseil communal duquel il siège, en l'occurrence la commune de Marche ;

Vu les articles L1122-34 §2 et L1523-15 §3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

DECIDE A L'UNANIMITE

De présenter la candidature de Monsieur Samuel DALAIDENNE, Conseiller communal, demeurant rue du Presbytère, 9 à 6900 HARGIMONT au titre d'administrateur de l'intercommunale INTERLUX.

Copie de la présente délibération sera transmise à l'intercommunale INTERLUX.

Points administratifs

19. Finances - Budget 2013 - Taxes communales - Subventions diverses - Approbation par la Tutelle.

Le Conseil communal prend acte de l'approbation par la Tutelle en date du 04 avril 2013, du budget communal 2013, des règlements sur la délivrance de documents administratifs, la taxe de séjour, la taxe sur les agences bancaires, la taxe sur les panneaux d'affichage et la taxe sur la distribution gratuite à domicile d'écrits publicitaires non adressés. Le Conseil prend également acte de l'approbation par la Tutelle des délibérations du Conseil du 04 mars 2013 relatives à l'octroi d'une subvention à diverses associations.